



ARGUMENTAIRE COURT

INITIATIVE POPULAIRE FÉDÉRALE
POUR UNE INTERDICTION DU FINANCEMENT
DES PRODUCTEURS DE MATÉRIEL DE GUERRE

Alliance pour une interdiction du commerce de guerre
www.commercedeguerre.ch, initiative@kriegsgeschaefte.ch

POUR UNE INTERDICTION DU COMMERCE DE GUERRE

Cette initiative «contre le commerce de guerre» a pour but d'interdire de faire du profit dans la vente de matériel de guerre en interdisant le financement direct et indirect dans l'armement. L'argent suisse ne devrait plus être utilisé dans la production de matériel de guerre. Avec ce financement, la Suisse contribue aux guerres dans le monde. La place financière suisse finance joue un rôle central dans le financement de l'armement. La Suisse a un des rôles les plus importantes dans le monde quant à la multiplication de matériel de guerre et notamment dans des zones actuellement en proie à des conflits. En 2014, il y avait 6,6 billion de francs géré en Suisse.¹ En 2014, les banques suisses ont investi 798 USD par habitant dans des entreprises qui produisent des armes nucléaires. En Allemagne cela correspond à 122 USD et en Autriche 9 USD par habitant.² Ces nombres démontrent la quantité des affaires de guerre gérées en Suisse. Dans ce nombre les investissements de la BNS ou des caisses de pensions ne sont pas inclus. L'argent présent sur la place financière suisse, et plus particulièrement servant à l'industrie de l'armement, fait que nous sommes des acteurs principaux de la finance de l'armement et donc des guerres. La Suisse est complice des industries de production d'armement qui profitent des guerres et créent des millions de victimes. La Suisse, comme pays neutre et comme dépositaire des Conventions de Genève, ne peut pas se permettre de faire du profit sur la vie de millions de personnes humaines.

LA PLACE FINANCIÈRE SUISSE

Comme dit précédemment, la Suisse a l'une des plus grande place financière du monde avec 25% de la finance mondiale.³ Il est intéressant de noter que la Suisse a même la première place financière mondiale. La BNS a un bilan 640 milliards de francs et un capital propre de 60 milliards (au 31.12.15).⁴ En dehors de ça, il y a environ 2 000 caisses de pension qui ont un capital propre de 800 milliards de francs à leur disposition (31.12.14).⁵ En plus de la BNS et des caisses de pension, il y a les assurances, les fondations et encore d'autres structures financière.⁶

AFFAIRES DE GUERRE SUISSE

Sur la place financière suisse, il y a des milliards investis. Une partie de cette argent est dans les poches des les entreprise qui produisent du matériel de guerre. Avec cela, ce sont les entreprises qui fabriquent des armes lourdes comme les tank, l'artillerie et les navires de guerre et même des armes légères comme des fusils et des grenades. L'argent est aussi directement investi dans des entreprise qui produisent des armes atomiques, biologiques et chimiques ou les munitions à dispersion et des mines anti-personnelles. Parmi les acteur principaux, il y a les suivants:

- **Les grandes banques:** Les grandes banques Credit suisse et UBS ont investi en 2015 avec 1,0 bzw 5,6 milliards de francs dans la production des armes nucléaires.⁷
- **La Banque nationale suisse:** La BNS a investi, durant l'année 2016, 800 millions de USD dans au moins 14 entreprises de production d'armes nucléaires.⁸
- **Les caisses de pension:** On peut affirmer que entre 4 et 12 milliards de francs des caisses de pension sont investis dans l'armement.⁹



A part ces acteurs principaux, il y a d'autres entités financières comme les fondations, des compagnies d'investissements, les assurances, les banques cantonales ou les fonds d'investissement qui participent aussi au financement de matériel de guerre. On ne sait pas exactement combien ces entités investissent dans l'armement. Cependant, les exemples énoncés précédemment peuvent nous laisser penser que les sommes investies sont importantes.

OÙ EST-CE QUE NOTRE ARGENT EST INVESTI?

Nous allons à présent observer cinq cas concrets où la Suisse investit son argent.

- Le consortium **Lockheed Martin** est la plus grande entreprise d'armement du monde. En 2015, UBS avait des actions pour 532 millions de USD dans cette entreprise.¹⁰ Les Emirats Arabes Unis ont utilisé des avions de combat F-16 de cette entreprise pour bombarder la Syrie et le Yémen.
- **Boeing** est une entreprise américaine qui n'est que rarement nommée comme une entreprise d'industrie de l'armement. Le chiffre d'affaire de l'entreprise obtenu grâce à l'armement représente 31% du chiffre d'affaire global.¹¹ Au deuxième trimestre de l'année 2016, la BNS a investi 229 millions dans l'entreprise Boeing.¹² Boeing, entre autres, participe au financement de la fabrication d'armes nucléaires.¹³
- **BAE Systems** est une entreprise d'armement britannique. UBS est actionnaire de 0.5 % au moins et le Credit Suisse a investi 130 millions de francs dans cette entreprise.¹⁴ La BAE produit des missiles nucléaires pour l'armée française.¹⁵
- Malgré la production des munitions à dispersion proscrites au niveau international, la BNS a investi 113 millions de USD dans l'entreprise **Raytheon**.¹⁶ Cette entreprise a notamment assuré l'armement durant la guerre d'Irak. Dans les 13 premiers jours de ce conflit, ils ont tiré 700 missiles qui coûtent à la pièce entre 600 000 et 1 000 000 USD.¹⁷
- La BNS a investi 107 millions¹⁸ et le Credit Suisse 232 millions¹⁹ dans l'entreprise **Northrop Grumman**. Cette entreprise fabrique des armes atomiques.²⁰

L'INITIATIVE

Chaque année, un demi million d'êtres humains meurent dans des guerres et des conflits armés. Des millions de personnes voient leur droit compromis. En effet, ils perdent tout ce qu'ils considéraient comme étant leur vie (leur maison, leur pays, des membres de leur famille, les odeurs etc.), cela les oblige à fuir leur pays. Le financement dans l'armement pousse à ce que cette situation décrite se produise quotidiennement.²¹ L'initiative «Pour une interdiction des affaires de guerre» veut que la Suisse contribue à la paix mondiale avec une politique de sécurité responsable. Des investissements dans des sociétés qui produisent du matériel de guerre, donc, par exemple, des armes nucléaires, des blindés, des petites armes ou munitions, doivent être empêchés avec l'initiative «pour une interdiction des affaires de guerre». Avec cela, la Suisse contribuerait à lutter contre les migrations involontaires et l'exil. L'initiative vise à faire cesser la rivière d'argent qui arrose l'industrie d'armement étrangère.



Initiative populaire fédérale

«Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre»

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 107a Interdiction de financer les producteurs de matériel de guerre

¹ Le financement des producteurs de matériel de guerre par la Banque nationale suisse, par les fondations, ainsi que par les institutions de la prévoyance publique et de la prévoyance professionnelle est interdit.

² Sont réputées producteurs de matériel de guerre les entreprises dont plus de 5% du chiffre d'affaires annuel proviennent de la production de matériel de guerre. Les équipements de déminage humanitaire ainsi que les armes de chasse et de sport, y compris les munitions correspondantes, ne sont pas considérés comme matériel de guerre.

³ Sont réputées financement d'un producteur de matériel de guerre les opérations suivantes:

- a. l'octroi à un producteur de matériel de guerre d'un crédit, d'un prêt, d'une donation ou d'un avantage financier comparable;
- b. la prise de participation dans un producteur de matériel de guerre et l'acquisition de titres émis par un producteur de matériel de guerre;
- c. l'acquisition de parts de produits financiers, comme les placements collectifs de capitaux et les produits structurés, si ces produits financiers contiennent des produits de placement visés à la let. b.

⁴ La Confédération s'engage sur le plan national et international en faveur de la mise en place de conditions analogues applicables aux banques et aux assurances.

Art. 197, ch. 12

12. Disposition transitoire ad art. 107a (Interdiction de financer les producteurs de matériel de guerre)

¹ Si la législation correspondante n'est pas entrée en vigueur quatre ans après l'acceptation de l'art. 107a par le peuple et les cantons, le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution nécessaires par voie d'ordonnance; ces dispositions s'appliquent jusqu'à l'entrée en vigueur de la législation en question.

² À compter de l'acceptation de l'art. 107a par le peuple et les cantons, aucun nouveau financement au sens de l'art. 107a ne peut plus être effectué. Les financements en cours doivent être liquidés dans un délai de quatre ans.



PAS D'ARGENT SUISSE POUR LES GUERRES DANS LE MONDE!

INITIATIVE POPULAIRE «POUR UNE INTERDICTION DU FINANCEMENT DES PRODUCTEURS DE MATÉRIEL DE GUERRE»

LES ARGUMENTS PRINCIPAUX

L'INITIATIVE COMBAT LES DÉPLACEMENTS FORCÉS DE POPULATIONS

Depuis la deuxième guerre mondiale, il n'y a jamais eu autant de personnes forcées à fuir leur pays. La plupart des personnes s'enfuient à cause des conflits actuels ou suite aux conséquences des guerres passées. Avec l'initiative, une réelle réponse est apportée aux personnes qui auront à fuir dans le futur : L'interdiction du financement dans l'armement international permettra de mettre fin aux conflits actuels et de prévenir les guerres futures.

L'INITIATIVE CONTRIBUE À UN MONDE PLUS PACIFIQUE

Depuis la deuxième guerre mondiale, il n'y a jamais eu autant de personnes forcées à fuir leur pays. La plupart des personnes s'enfuient à cause des conflits actuels ou suite aux conséquences des guerres passées. Avec l'initiative, une réelle réponse est apportée aux personnes qui auront à fuir dans le futur: L'interdiction du financement dans l'armement international permettra de mettre fin aux conflits actuels et de prévenir les guerres futures.

L'INITIATIVE PROTÈGE LA NEUTRALITÉ DE LA SUISSE

La neutralité est un de nos principes les plus importants en Suisse. Avec des milliards de francs suisses qui alimentent les conflits dans le monde, La neutralité suisse est attaquée. La Suisse ne doit pas être un pays qui se mêle des affaires militaires. Avec l'initiative, nous souhaitons mettre fin au financement des politiques d'intervention militaire.

L'INITIATIVE EST LA CONDITION POUR UNE POLITIQUE DE SÉCURITÉ NATIONALE ET D'UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE CRÉDIBLE

Le monde ne devient pas plus sûr avec des guerres. La politique extérieure de la Suisse a pour but de résoudre des conflits de manière diplomatique. Au niveau international, la Suisse défend une politique de désarmement. Simultanément, l'argent suisse alimente des conflits pour lesquels la Suisse cherche des solutions pacifiques. Le rôle de la Suisse est important sur la scène internationale. L'initiative veut préserver la crédibilité et la neutralité de la Suisse qui est souvent un acteur majeur dans la recherche de paix: Par exemple, lors de la conférence sur la Syrie ou alors les discussions entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. La Suisse doit rester dans son rôle d'agent pour la paix, en utilisant des moyens diplomatiques et non pas par une politique d'encouragement de guerre. L'initiative pousse la Suisse à avoir une politique de sécurité nationale et une politique extérieure crédible et cohérente.

L'INITIATIVE CONCRÉTISE LE POUVOIR DE CODÉCISION SUR LA RICHESSE NATIONALE

Actuellement, notre argent – par exemple, nos retraites, les caisses de pensions ou nos comptes en banque – est investi dans le financement de matériel de guerre. Cependant, la guerre ne fait avancer la société d'aucune manière! Avec l'initiative, nous déciderons à nouveau comment notre argent doit être investi. Cette initiative permet de faire gagner la vision que nous avons sur la société: des financements éthique et cohérente!



SOURCES

- ¹ <http://www.swissbanking.org/de/finanzplatz/finanzplatz-in-zahlen/der-schweizer-bankensektor-1> [20.03.2017]
- ² Zahlen basierend auf Snyder, S./van der Zeijden, W./Beenes, M. (2015): Don't bank on the bomb. Pax, Utrecht, S. 32ff.
- ³ http://www.longfinance.net/images/gfci/20/GFCI20_26Sep2016.pdf, S. 4. [20.03.2017]
- ⁴ <http://www.swissbanking.org/de/finanzplatz/finanzplatz-in-zahlen/der-schweizer-bankensektor-1> [20.03.2017]
- ⁵ https://www.snb.ch/de/i/about/snb/annacc/id/snb_annac_balance [20.03.2017]
- ⁶ Bundesamt für Statistik, Die berufliche Vorsorge in der Schweiz. Kennzahlen der Pensionskassenstatistik 2011–2015, S. 9, [21.03.2017]
- ⁷ Snyder, S./van der Zeijden, W./Beenes, M. (2016): Don't bank on the bomb. Pax, Utrecht, S. 79, 99.
- ⁸ <http://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/die-umstrittenen-investments-der-nationalbank/story/12911445> [23.10.16].
- ⁹ <http://www.blick.ch/news/mords-geschaeft-mit-rentengeldern-pensionskassen-stecken-milliarden-in-ruestungsfirmen-id4901304.html> [23.10.16].
- ¹⁰ Snyder, S./van der Zeijden, W./Beenes, M. (2016): Don't bank on the bomb. Pax, Utrecht, S. 99.
- ¹¹ <http://www.boeing.com/company/general-info/>
- ¹² https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1582202/000158220216000007/xslForm13F_X01/InfoTable_Q22016_V3.xml.
- ¹³ <http://www.dontbankonthebomb.com/boeing/> [22.03.2017]
- ¹⁴ <http://www.dontbankonthebomb.com/hall-of-shame-2015-u/#toggle-ubs-switzerland> [24.03.2017]
- ¹⁵ <http://www.dontbankonthebomb.com/2015-hall-of-shame-c/#toggle-credit-suisse-switzerland> [24.03.2017]
- ¹⁶ https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1582202/000158220217000001/xslForm13F_X01/InfoTable_Q42016.xml [24.03.2017]
- ¹⁷ <https://www.welt.de/print-welt/article567882/US-Ruestungskonzerne-profitieren-von-Kriegsausgaben.html> [24.03.2017].
- ¹⁸ https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1582202/000158220217000001/xslForm13F_X01/InfoTable_Q42016.xml [24.03.2017]
- ¹⁹ Snyder, S./van der Zeijden, W./Beenes, M. (2016): Don't bank on the bomb. Pax, Utrecht, S. 79
- ²⁰ <http://www.dontbankonthebomb.com/trident-renewal-the-companies-behind-the-missiles/> [24.03.2017]
- ²¹ Amnesty International: Banks, Arms and Human Rights Violation. Luxemburg, 2016. S.5

